

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Peuples et Nations opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

I F Boite Postale 134, Paris-20^e
C.C.P. LA SOURCE - 30226-72

HEBDOMAIRE D'INFORMATIONS ET D'ETUDES
MARXISTE-LENINISTE
AU SERVICE DES LUTTES DES OUVRIERS, PAYSANS
ET INTELLECTUELS

1^{re} ANNEE N° 10
JEUDI 24 AVRIL 1969

27 Avril : NON !

1^{er} Mai : Journée de lutte de classe

Préparons-nous à l'action !

TCHÉCO- SLOVAQUIE

LE SOCIAL-IMPÉRIALISME RUSSE ACCENTUE SA MAIN-MISE



L'ordre de l'occupant soviétique...

Le projet de loi soumis au référendum constitue une tentative de faire ratifier par le peuple la mise en place de véritables structures fascistes. La « réforme du Sénat » et la « régionalisation » à la sauce gaulliste ont un contenu de classe précis qui dépasse, et de loin, leur simple caractère de décentralisation administrative.

La bourgeoisie française, la grande bourgeoisie des groupes monopolistes, consciente de la faiblesse croissante de son pouvoir, entend solutionner ses difficultés en recourant au renforcement de son autorité. Le capitalisme monopoliste d'Etat ne peut plus maintenir sa domination politique, poursuivre son exploitation économique, perpétuer son oppression sociale si ne sont pas modifiées dans le sens d'un durcissement les organes d'administration et de répression dont il dispose.

Le scrutin de dimanche a pour objet de fournir à ce processus de fascisation un support « légal », une justification électorale. Le soutien populaire que de Gaulle et les intérêts qu'il défend ne rencontrent pas spontanément est de la sorte sollicité et recherché dans les urnes.

Les « Conseils régionaux » et le nouveau Sénat constitueront des assemblées corporatives identiques à celles imposées par les dictatures fascistes, en Italie par Mussolini, en Espagne par Franco, au Portugal par Salazar. C'est la doctrine du vieux traître Pétain qui, de nouveau triomphera, non plus cette fois-ci grâce aux bayonnettes de l'étranger, mais simplement à la faveur de la ruse savamment conjuguée avec le piège de l'électoratisme. La « participation » pourra alors dévoiler son véritable visage. L'ouvrier sera contraint de « participer » plus que jamais à l'accentuation des bénéfices du patron, le petit paysan devra se soumettre aux exigences du hobereau, l'enseignant et l'étudiant n'auront plus à étudier que les disciplines nécessaires et utiles au renforcement de l'oligarchie des monopoles, les artisans et petits commerçants n'auront plus, à court terme qu'à délaissier leurs ateliers et boutiques pour rejoindre les tristes bataillons du chômage.

En fait de Gaulle, disposant à l'Assemblée nationale d'une majorité inconditionnelle aux ordres, aurait pu imposer ces dispositions nouvelles par la seule voie parlementaire.

S'il a préféré le recours au « Suffrage universel », c'est parce qu'il comprend la nécessité pour lui de disposer d'une base de masse, regroupant tout ce qu'il y a de réactionnaire et de disponible pour le fascisme. Sans le soutien actif de tous ces nostalgiques de la violence bourgeoise, le pouvoir des monopoles courrait de plus en plus vite à son effondrement.

Le processus de la fascisation développé depuis mai-juin 1968 n'est pas encore parvenu à entraîner l'appui actif de larges couches populaires. Sans doute les groupes de choc organisés sous les sigles de C.D.R. ou S.A.C. ont-ils tenté de se développer. Mais ils se sont heurtés aux ripostes résolues des étudiants et des ouvriers d'avant-garde. Lorsque l'Amicale des Anciens de la 2^e D.B. a appelé à envahir et saccager la faculté des Lettres de Paris, loin de reculer devant la menace, trois mille étudiants se sont regroupés à Censier pour défendre l'Université.

(suite page 8).

Que signifie le récent « limogeage » de Dubcek du secrétariat du P.C. Slovaque au profit de Husak ? La presse bourgeoise se complait à opposer Dubcek, l'« homme du printemps de Prague » et Husak l'homme de la « fermeté », « l'homme des Russes »...

En fait, il ne s'agit que d'une péripétie, l'essentiel n'est pas là.

D'ailleurs Husak a clairement dit que le changement apporté ne concernerait que les « méthodes d'application » (mais que l'orientation politique resterait celle d'après janvier : celle de la capitulation devant l'occupant soviétique, appelée hypocritement « normalisation des rapports avec l'U.R.S.S. »).

Dubcek a reconnu sa responsabilité dans les « faiblesses » de l'application de cette politique ; il est clair que les deux hommes sont au fond du même côté : celui du révisionnisme (retour au capitalisme) et de la collaboration avec l'envahisseur soviétique.

Dubcek compromettrait la domination soviétique par ses « faiblesses libérales » envers le mouvement de résistance populaire des Tchécoslovaques et par ses velléités d'« ouverture » vers l'impérialisme occidental, qu'il avait pourtant provisoirement abandonnées après janvier ; mais les Soviétiques ont préféré jouer sur une carte sûre : l'inconditionnel Husak.

Ce sont d'ailleurs les manifestations populaires anti-soviétiques qui ont provoqué le « départ » de Dubcek, incapable de « maintenir l'ordre » (entendez l'ordre de l'occupant soviétique).

Car l'essentiel est là : le peuple tchécoslovaque n'a cessé de résister contre l'envahisseur et contre l'asservissement de la Tchécoslovaque dans tous les domaines envers l'U.R.S.S.

Le « départ » de Dubcek et la valse des marionnettes collabos ne doit pas cacher l'essentiel : le social-impérialisme soviétique. La dernière vague de manifestations déclenchée à l'occasion de la victoire de l'équipe de hockey sur glace tchécoslovaque sur l'équipe soviétique au championnat de Stockholm le 28 mars dernier, a montré le courage du peuple tchécoslovaque et détruit les informations des journaux bourgeois sur la soit-disant « tristesse » des Tchécoslovaques après le départ de Dubcek. En s'attaquant aux bureaux des agences soviétiques, les quartiers généraux, casernes, véhicules militaires de l'armée soviétique, le peuple tchécoslovaque a montré sa détermination et son courage et à n'en pas douter le peuple tchécoslovaque persévéra dans sa résistance. Ce n'est pas seulement contre l'agression armée que lutte le peuple, c'est aussi contre cette agression permanente qu'est l'exploitation impérialiste de la Tchécoslovaque par l'U.R.S.S.. La fable de l'intervention comme « devoir socialiste » ne résiste pas aux faits : l'intervention armée est une conséquence logique de la politique social-impérialiste des Soviétiques, elle était inévitable à partir du moment où la Tchécoslovaque risquait d'échapper à l'emprise russe ; du même coup l'U.R.S.S. as-

surait encore plus fermement son hégémonie de « grande puissance mondiale » impérialiste.

Comment se manifeste le social impérialisme ?

Il s'exerce essentiellement à travers le Comecon (soit-disant communauté économique des pays socialistes) ; à l'intérieur du Comecon l'U.R.S.S. prêche des « théories » du genre de celle de la « spécialisation », appelée forme supérieure de la « division internationale du travail », en clair cela signifie que les petits pays ne peuvent pas édifier une économie indépendante, donc doivent devenir « des compléments économiques » de la grande puissance qu'est l'U.R.S.S., des colonies fournissant des matières premières ou alimentaires et achetant des produits finis de l'U.R.S.S. ou inversement (c'est le cas de la Tchécoslovaque) mais l'important est que l'échange est scandaleusement inégal. Par exemple, la Bulgarie est devenue le « verger et le potager » de l'U.R.S.S. Pour la Tchécoslovaque, pays fortement industrialisé, le cas est différent : l'U.R.S.S. avec 140 tonnes de minerai de fer qu'elle livre, soutire une quantité de produits finis équivalents au prix de 380 tonnes de minerai ; autre exemple : du matériel roulant échangé contre 1 300 tonnes de pétrole soviétique serait échangé contre 3 400 tonnes de pétrole occidental ! Le principe de l'échange pour les Soviétiques : vendre à prix fort et acheter à vil prix — on pourrait citer beaucoup d'autres traits du pillage impérialiste de la Tchécoslovaque, mais une conclusion s'impose d'ores et déjà : la Tchécoslovaque est entièrement soumise aux exigences de l'économie russe. De là découlent les autres problèmes : impossibilité pour la Tchécoslovaque d'être indépendante sur le plan politique, développement des contradictions inter-révisionnistes ; la clique Dubcek par exemple, représentant une partie de la nouvelle bourgeoisie, trouvait plus avantageux pour ses profits de se tourner vers l'impérialisme occidental ; le coup d'arrêt à cette politique fut donné par l'intervention armée des révisionnistes soviétiques. Ceux-ci ont tiré une leçon des événements de l'an dernier : il fallait installer une clique qui leur soit entièrement fidèle. Mais cela ne pouvait se faire brutalement après l'intervention armée et la résistance populaire. On ramène d'abord Dubcek dans le droit chemin (celui de l'impérialisme soviétique), et tout fut fait pour mettre au pouvoir la clique Husak ; c'est maintenant chose faite. Cette situation est la même que celle des pays opprimés par l'impérialisme U.S., qui installe et change à volonté ses valets à la tête de ces pays (Amérique Latine notamment).

C'est contre cette exploitation honteuse, contre la répression du mouvement populaire par le gendarme soviétique et contre la clique de collabos à la Husak que lutte le peuple tchécoslovaque, les communistes révolutionnaires en tête.

La voie de la résistance prolongée sera la voie de la victoire !

UNE SEMAINE DE LUTTES

PROLONGEMENT DES GREVES

- **OPELEM-MAGNETO A SCEAUX** : quatrième semaine de grève de jeunes ouvriers pour les 43 heures payées 48, l'égalisation des salaires de base, la reconnaissance de la section syndicale, le respect de la convention collective, création d'une commission d'hygiène et sécurité. A ces revendications initiales se sont ajoutées le paiement des jours de grève et l'opposition au licenciement du piquet de grève. Pierron, le patron, menace les grévistes d'un licenciement général avec l'embauche d'intérimaires. Les grévistes en appellent à la solidarité de tous les travailleurs de la région.
- **S.I.G.E. A PUTEAUX** : troisième semaine de grève pour l'augmentation des salaires et contre les conditions de travail inhumaines.
- **SAINT-FRERE-WILLOT A FLIXECOURT (SOMME)** : fin lundi de la deuxième semaine de grève (voir article page 3).
- **SIMON A CHERBOURG** : fin lundi de dix jours de grèves pour l'augmentation des salaires.
- **ÉCOLES DE LA MARINE MARCHANDE** : fin, lundi, de la quatrième semaine de grève pour une revalorisation des études et des diplômés.
- **ÉCOLE DE DESSIN INDUSTRIEL DE PARIS-XI^e** : fin, lundi, de la quatrième semaine de grève contre les mauvaises conditions d'enseignement.

LUNDI 14

- **PORTS AUTONOMES** : grève nationale de 24 heures pour l'amélioration des coefficients et l'augmentation de la prime d'ancienneté.
- **AGENTS DU SERVICE GENERAL DES P.T.T.** : début d'une semaine nationale d'action pour des conditions identiques à celles des fonctionnaires des autres administrations.
- **MARCHE-GARE DE LYON** : deux grèves de nuit pour l'augmentation des salaires de nuit, la modification des horaires de travail et la fermeture de l'établissement le dimanche.
- **BERLIET A VENISSIEUX** : nouveau débrayage pour la revalorisation des salaires et la prise en considération des revendications particulières.
- **POUJOLAT-DONCET A NIORT** : débrayage pour protester contre l'embauche d'un retraité en remplacement d'un magasinier contraint de quitter son travail.
- **ALLINQUANT A LEVALLOIS** : débrayage pour l'augmentation des salaires.
- **SCHROTH A ALTKIRCH (HAUT-RHIN)** : grève pour les classifications.
- **SOCIÉTÉ ASPHALTE ET BITUME A MULHOUSE** : grève pour l'augmentation des salaires, les libertés syndicales et la construction de baraque de protection sur les chantiers.
- **COMMERCANTS ET ARTISANS DU NORD** : manifestations à Lille et Auchel pour la libération du secrétaire du mouvement de la Tour-du-Pin.
- **U.E.R. DE GÉOGRAPHIE DE PARIS** : protestation pour la libération des onze étudiants du rectorat toujours maintenus sous les drapeaux.

MARDI 15

- **ASTRICALVE A PARIS** : grève à l'usine et au siège social pour l'augmentation des salaires et la réduction du temps de travail.
- **IMPRIMERIE LANG A PARIS** : débrayage pour l'augmentation des salaires et la prime de fin d'année.
- **PERSONNEL DES H.L.M.** : journée nationale d'action pour l'intégration des gardiens et du personnel de service dans le personnel statutaire et la mise en place d'une convention collective.
- **300 JEUNES AGRICULTEURS DE TREMONT (ORNE)** : s'opposent à la vente d'un domaine agricole à un notaire sur la retraite pour protester contre l'anarchie du marché foncier.
- **INSTITUT UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE DU MANS** : grève de 24 heures des étudiants pour la revalorisation des études avec accès à un cycle d'enseignement supérieur.

MERCREDI 16

- **DASSAULT A ARGENTEUIL, BOULOGNE ET SAINT-CLOUD** : débrayages pour l'augmentation des salaires

avec rappel, l'avancement de l'âge de la retraite et la cinquième semaine de congés payés.

- **MÉTALLURGIE DU BAS-RHIN** : débrayage de 2000 ouvriers de petites et moyennes entreprises pour l'ouverture de négociations.
- **FENWICK A PARIS** : débrayage pour l'augmentation des salaires et la suppression des différences de taux dans une même catégorie.
- **IMPRIMERIE « L'ILLUSTRATION » A BOBIGNY** : débrayage contre la menace de licenciement à l'égard de travailleurs qui refusaient d'effectuer des tâches sans rapport avec leur fonction.
- **COMMERCANTS ET ARTISANS** : grève nationale avec manifestation pour la suppression de la taxe complémentaire, la limitation de la patente, la reconversion du système de perception de la T.V.A., le réaménagement de l'assurance-maladie obligatoire. Attentats contre le centre des impôts de Voiron (Isère), une recette des finances et un centre Leclerc de la Corrèze.

JEUDI 17

- **MERLIN-GERIN A GRENOBLE** : débrayage contre la mise à pied de trois délégués du personnel accusés d'organiser des meetings dans les ateliers et de susciter des débrayages constants.
- **TRANSAT ET MIXTE A MARSEILLE** : les marins et le personnel à terre retardent, une nouvelle fois, l'appareillage des navires en partance pour protester contre la fusion des deux sociétés qui entraînera des réductions d'emploi.
- **CHANTIER NAVAL DE LA SEYNE** : débrayage après un quatrième accident du travail grave depuis trois mois.
- **AIR FLAM A MERU (OISE)** : grève avec occupation pour l'augmentation des salaires. Le patron fait appel aux gendarmes pour expulser les travailleurs.
- **PAPETERIES NAVARRÉ A ROANNE, EVERGNICOURT (AISNE) ET CHAMP-SUR-DRAC (ISÈRE)** : grève pour le maintien et l'augmentation de la prime annuelle.
- **IMPRIMERIE DUPONT A PARIS** : grève empêchant la sortie de l'hebdomadaire capitaliste « Entreprise ».
- **FACULTE DE DROIT DE PARIS-CLIGNANCOURT** : boycott des épreuves de contrôle des connaissances pour dénoncer leur caractère d'examens déguisés.

VENDREDI 18

- **TRANSPORTS URBAINS DE STRASBOURG** : sixième grève en six semaines pour l'augmentation des salaires de 5,5%.
- **COMPAGNIE INDUSTRIELLE DU TELEPHONE A QUERQUEVILLE (MANCHE)** : grève des « horaires » contre le refus de la direction d'entamer des négociations. Celle-ci est obligée de revenir sur sa décision le jour-même.
- **BERLIET A VENISSIEUX ET SAINT-PRIEST** : nouveaux débrayages (voir lundi).
- **FACULTE DES LETTRES DE MONTPELLIER** : grève de 24 heures, avec piquets, pour protester contre l'arrestation en Espagne, le 29 mars, de deux membres de leur université.
- **ÉTUDIANTS CATHOLIQUES DE L'ÉCOLE DES MINES, DE L'ÉCOLE DES INFIRMIÈRES ET ASSISTANTES SOCIALES DE PARIS** : refus de participer au pèlerinage étudiant de Chartres pour protester contre le « passe-droit » accordé par le pouvoir à ce rassemblement alors que toutes les autres manifestations étudiantes sont interdites.

SAMEDI 19

- **AÉROPORTS** : début d'une grève du zèle des contrôleurs de la circulation aérienne pour le recrutement de nouveaux effectifs nécessités par l'augmentation croissante du trafic, la réduction des horaires, la revalorisation de la profession, la suppression immédiate des sanctions. Grosses perturbations de trafic à Orly.

DIMANCHE 20

- **PSYCHIATRES ET ÉTUDIANTS EN PSYCHIATRIE** : journée nationale de protestation pour la parité des statuts avec ceux des autres branches médicales, pour la reconnaissance de la spécificité de la psychiatrie en matière de soins et recherches.

A NOS LECTEURS...

Le Comité de rédaction de l'Humanité Rouge demande à ses lecteurs et sympathisants d'écrire abondamment sur tout ce qui se passe sur le terrain de la lutte de classe. Nous avons besoin, pour mener notre travail à bien, de recevoir chaque semaine un abondant courrier, lettres, articles, rapports, suggestions, etc. Bien entendu toute cette documentation ne sert pas exclusivement à la publication ; nombre d'articles ne paraîtront jamais ; nous sommes obligés de faire un choix, mais chaque écrit nous est indispensable pour affiner notre analyse de la situation. Notre rôle étant d'informer et d'aider à l'éducation, à l'échange d'expérience des larges masses, nous avons besoin de connaître ce qui se passe à tous les niveaux où se poursuit la lutte contre l'exploitation capitaliste, contre le révisionnisme moderne. Aussi, seuls les travailleurs peuvent nous dire exactement ce qui se passe dans leurs usines, chantiers, dépôts, etc. Seuls les étudiants révolutionnaires peuvent nous informer des luttes qui se mènent dans leurs lycées et facultés. Seul le petit paysan, artisan ou commerçant peut nous parler de ses problèmes. A vos plumes camarades, car nous avons besoin de cet échange si nous voulons faire de notre journal le vrai journal de combat de toutes les couches laborieuses.

H. R.

SOUSCRIPTION NATIONALE

Total des souscriptions précédentes 2 810 F.
Souscription de la semaine du 15 au 22 avril 1 060 F.

Total général 3 570 F.

La Souscription nationale pour maintenir en vie la presse marxiste léniniste continue. Que chaque camarade apporte sa contribution aussi minime soit-elle, et la presse M. L. vivra.

1^{er} MAI

L'« Humanité Rouge » se rallie dès maintenant à l'initiative des camarades de chez Renault pour la manifestation du 1^{er} mai, elle appelle tous ses sympathisants et tous ceux qui veulent réellement lutter contre l'oppression capitaliste et ses complices réformistes et révisionnistes, à rejoindre le cortège des comités de base ; camarades, faites des tracts pour appeler à se regrouper derrière les banderoles des comités de base. préparez la diffusion du numéro spécial du 1^{er} mai, que chacun prenne des initiatives et retrouvons nous ensemble pour faire de ce 1^{er} mai une puissante manifestation de classe !

1^{ER} MAI : APPEL DU CONSEIL OUVRIER DE RENAULT

Est-ce que c'est suffisant, camarades, de voter non au référendum ?

Non ! Si ce référendum n'est pas suivi par des luttes dans toutes les usines, à la campagne, dans les universités, voter non a la même valeur que chercher à tuer un poisson qui nage dans une eau profonde à coups de pierre.

Le 1^{er} mai nous donne une occasion de montrer par un mouvement puissant, notre haine de classe pour la bourgeoisie réactionnaire et son chef de file de Gaulle, qui, non content de nous exploiter, veut nous imposer le fascisme. Le 1^{er} mai est l'occasion de montrer résolument notre volonté d'en finir avec les exploiters.

Eh bien, camarades ! Le 1^{er} mai qui est une journée de lutte consacrée par le sang des travailleurs de Chicago, en 1886, qui ont rendu sacrée par leur sang versé dans la lutte contre la bourgeoisie, la revendication de la journée de travail de 8 heures, doit encore être, pour nous, une journée de revendications pour la diminution de la journée de travail sans diminution de salaire

Pour barrer la route aux velléités capitalistes et réactionnaires, nous devons nous battre pour des revendications quotidiennes, mais nous devons aussi nous préparer, jour après jour, pour en finir pour toujours, avec l'exploitation de l'homme par l'homme en utilisant tous les moyens, y compris la violence de classe prolétarienne, tout comme la bourgeoisie utilise la violence de classe bourgeoise, et n'hésite jamais à écraser le prolétariat par la répression armée de la police (Sochaux, 2 morts, juin 1968).

Nous abattons l'arbre à la hache, et non avec des bulletins de vote ! Nous devons comprendre que chacune de nos victoires, même petites, est un coup sévère porté au capitalisme agonisant qui se traîne, de crise en crise, comme un tigre blessé. Donc la

lutte pour nos revendications quotidiennes est nécessaire, nous le savons bien, mais nous savons bien, également, que seule la violence armée révolutionnaire du prolétariat achèvera le capitalisme. Aussi, c'est notre tâche de nous préparer à cette étape de la lutte.

A Renault, comme dans d'autres usines, les travailleurs, regroupés en comités de base et en conseils ouvriers, lèvent bien haut le drapeau de la lutte contre les exploiters, le drapeau rouge du prolétariat.

Par leur lutte contre l'Etat capitaliste, en mai-juin dernier, malgré la trahison réformiste des accords de Grenelle, la classe ouvrière et les étudiants révolutionnaires ont redonné au 1^{er} mai, dont le sens fut dénaturé en « fête du muguet » par le Gouvernement fasciste de Vichy, repris par la suite par le P. « C. » F. qui devint « le muguet de la démocratie », son contenu de classe véritable : le 1^{er} mai est la journée internationale de lutte du prolétariat contre le capitalisme : le 1^{er} mai a une histoire glorieuse : Chicago, 1^{er} mai 1886 : grève pour la journée de 8 heures. La police tire ; Fourmies, 1^{er} mai 1891 : le prolétariat français scelle, lui aussi, sa lutte par le sang, les 1^{er} mai de la glorieuse C.G.T.U., où cette journée de mobilisation gigantesque du prolétariat faisait trembler les bourgeois qui se terraient derrière leurs volets, puis Sétif, le 1^{er} mai 1945, où le peuple algérien affirma sa volonté de se libérer du joug colonialiste.

CAMARADES ! FAISONS DE CE 1^{ER} MAI UNE GRANDE JOURNÉE DE LUTTE, UN PAS DECISIF EN AVANT, EN DISANT NON AU CAPITALISME, AU REFORMISME ET AU FASCISME !

LE CONSEIL OUVRIER DE LA REGIE RENAULT APPELLE TOUS LES TRAVAILLEURS SYNDIQUES

ET NON SYNDIQUES, FRANÇAIS ET IMMIGRÉS QUI VEULENT FAIRE DE CE 1^{ER} MAI UNE GRANDE JOURNÉE DE COMBAT CONTRE LE CAPITALISME, A SE REGROUPER DERRIÈRE LA BANDEROLLE « CONSEIL OUVRIER DE LA REGIE RENAULT » ET DES COMITÉS DE BASE.

CAMARADES ! NOUS MONTRERONS RESOLUMENT NOTRE VOLONTÉ D'EN FINIR AVEC LE RÉGIME D'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME !

NOUS SOMMES DES OUVRIERS RESPONSABLES, RESOLUS DANS LA LUTTE ET NON DES GAUCHISTES ! NOUS N'ACCEPTERONS DANS NOS RANGS NI MOTS D'ORDRE PROVOCATEURS ANARCHISTES OU TROTSKYSTES, NI DRAPEAUX NOIRS !

LUTTONS POUR LES REVENDICATIONS ESSENTIELLES DES TRAVAILLEURS !

40 HEURES TOUT DE SUITE SANS DIMINUTION DE SALAIRE !
PAS DE SALAIRES INFÉRIEURS A 1 000 F. !
NON AUX CADENCES INFERNALES !
LIBERTÉS POLITIQUES ET INDIVIDUELLES DANS LES USINES !
SECURITE DE L'EMPLOI !
EGALITE DE DROITS ENTRE FRANÇAIS ET IMMIGRÉS !

CREONS ET RENFORÇONS NOS COMITÉS DE BASE !

A BAS LE CAPITALISME !
A BAS L'IMPERIALISME !
NON AU REFORMISME !
NON AU REVISIONNISME !
VIVE LE SOCIALISME !
UNIS A LA BASE ET DANS L'ACTION, NOUS VAINCRONS !
VIVE LE 1^{ER} MAI ! (RENAULT-BILLANCOURT)



**ÉLECTIONS A CITROËN :
LETTRE D'UN TRAVAILLEUR**

Les élections à Citroën ont eu lieu. Les résultats pour Javel-Balard sont les suivants. Horaires : C.G.T. 55,7 % ; C.F.T. (patronale) 33,7 % ; C.F.D.T. 10,5 % . Mensuels : C.F.T. (patronale) 54,6 % ; C.G.T. 24 % ; C.F.D.T. 13,7 % ; C.G.C. 7,5 % . Pour l'ensemble de la région parisienne la C.G.T. et la C.F.D.T. régressent de 3 %, la C.F.T. (patronale) progresse de 10 % .

Nous expliquerons la prochaine fois le sens de ces résultats. Nous publions

Les élections approchent. Beaucoup de mes camarades se sont posés des questions et ensemble nous en avons largement discuté.

Voter pour qui ? C'est la première fois, depuis que je travaille à l'usine, que j'entends à quelques jours des élections ce genre de questions.

Les années précédentes, l'espoir et la confiance allaient de bon cœur à la C.G.T. Mais ce printemps dernier, elle nous a prouvé ce qu'elle était capable de faire.

Hier, elle luttait pour notre bifteck : elle disait NON au patron !

Aujourd'hui, elle collabore, elle trahit : elle veut nous faire défendre le bifteck de ses hauts dirigeants.

C'est la preuve de la trahison imparadonnable de mai-juin.

Alors pour qui allons-nous voter ?

Pas pour le curé, bien sûr, ni pour les indépendants qui, de ce fait, voudraient bien nous prendre pour des enfants de cœur... !!!

Les avis ont été assez partagés, mais voilà ce qui en est ressorti :

1° IL FAUT BARRER LA ROUTE AUX FASCISTES. Cela veut dire : NON aux indépendants, dont le représentant principal est BERCOT.

Un ouvrier conscient n'a pas le droit de voter pour le patron. Bercot, c'est Franco !!! : c'est un sourire devant et tout le reste par derrière...

2° La C.F.D.T., depuis mai-juin, ne s'est montrée guère virulente, sinon de se cacher sournoisement, de ne pas trop bouger, et d'attendre passivement un nouveau mai-juin. Autant dire... que si

néanmoins la lettre suivante qui nous semble avoir une valeur d'exemple.

Nous sommes entièrement d'accord avec l'appréciation de nos camarades de Citroën. En effet, c'est aux travailleurs eux-mêmes de juger parmi leurs délégués (qu'ils appartiennent aux centrales réformistes ou révisionnistes). Ceux qui se conduisent dans tous les cas comme leurs véritables défenseurs ou ceux qui se conduisent en bons valets et collaborateurs de classe de leurs directions confédérales.

nous attendions bouche ouverte la révolution, nous aurions le temps d'avaloir de la m... !

NON ! nous ne voterons pas pour un syndicat aussi réformiste. Mais dans certains cas, nous voterons pour les délégués C.F.D.T. que nous connaissons bien comme étant de vrais défenseurs de la classe ouvrière.

3° La C.G.T. ? Alors là ce fut de grands débats à n'en plus finir, des séries de points d'interrogation.

— Malgré une trahison ouverte devant les travailleurs,

— Malgré de multiples désaccords avec ce syndicat réformiste et révisionniste, devenu anti-révolutionnaire, mes camarades, en majorité, ont décidé : NOUS VOTERONS, DANS LA PLUPART DES CAS, POUR DES DELEGUES C.G.T.

Mais nous rayerons sur les listes, les noms de ceux qui nous ont dit honteusement en mai-juin : « Reprenez le travail, c'est la grande victoire ! » et qui, aujourd'hui encore, nous traitent de gauchistes, de provocateurs, de faux révolutionnaires.

Mais, par contre, eux, pour nous montrer qu'ils sont révolutionnaires, ils nous ont arraché et déchiré nos drapeaux rouges, lors de la manifestation de la République. Ce fameux drapeau que l'étudiant et l'ouvrier côte à côte ont levé si haut en mai-juin pour crier : « OUI AU SOCIALISME » .

Nous voterons dans la plupart des cas pour nos délégués C.G.T. et parfois pour ceux de la C.F.D.T., pour tous ceux qui aujourd'hui, luttent contre cette maladie du mouvement ouvrier : la collaboration de classe, le réformisme, le révisionnisme.

**HOPITAUX
LA VIE QUOTIDIENNE
DANS UN SERVICE HOSPITALIER**

Beaucoup de choses devraient rendre le métier de travailleurs de la santé enthousiasmant. Ce ne sont pas les volontés, les capacités qui manquent. Mais il faut bientôt déchanter. C'est la conception même de la médecine qui en est la cause. Ce qui devrait nous guider, c'est la volonté de guérir l'homme, et en premier lieu nos frères de classe. Tout devrait concourir à un seul but : améliorer le sort du malade. Or, dans la vie quotidienne à l'hôpital, ce n'est pas cette préoccupation qui nous tient à cœur, parce que nous sommes submergés par les ordres, les engueulades, la nécessité de courir à gauche, à droite, la fatigue du voyage du matin, les préoccupations pour avoir son congé pour une sortie, la journée qu'on doit récupérer mais qui ne peut l'être parce qu'il n'y a pas assez de personnel, les mômes à garder le dimanche où on travaille...

Et puis, il faut exécuter des tâches dont on ne comprend pas l'utilité, quant aux résultats nous en serons à peine informés puisque nous ne sommes que la cinquième roue. Alors on se replie sur soi, l'égoïsme prend le dessus, on essaie de se garder une place au soleil. Il devient difficile de dépasser les rapports mornes et hiérarchiques pour aboutir à une fraternité des travailleurs, car on n'a pas le temps, pas été éduqué pour, pas d'endroits de détente pour discuter... Hiérarchie. C'est le grand mot qui s'apparente le plus fréquemment à oppression.

On ne peut discuter librement, pro-

poser des améliorations, puisqu'on ne veut surtout pas nous demander notre avis sur notre expérience pratique. Pour les soins par exemple, nous avons souvent une opinion (plus ou moins fondée) sur le traitement, sur l'évolution, mais Top Secret. Ce n'est pas notre fonction, à la rigueur celle de la surveillante qui fait tampon entre l'administration et nous, et entre les médecins et nous.

Ceux-ci (les médecins) sont pour la plupart réactionnaires, c'est-à-dire sont guidés par le profit (secteur privé, partage entre médecins, différentes combines), s'intéressent au cas mondial à publier, ont un style de travail de grand seigneur.

Quant aux problèmes plus humains de vie à l'hôpital de leurs malades, et puis surtout après l'hôpital (conditions de travail, reclassement), ils l'ignorent, ils ne veulent voir qu'une parcelle de l'individu. M. Durand n'est considéré que par son estomac, par sa rotule fracturée. Mais pour cette parcelle, ils doivent être les seuls à décider, à nous d'exécuter, plus ou moins consciemment, tout ceci accompagné d'un sourire paternaliste plus ou moins bref, plus ou moins grand.

Ce sont toutes ces notions de médecine de classe, de hiérarchie, de spécialisation étroite, d'égoïsme sur lesquels il faudrait revenir dans ce journal et voir comment la prise du pouvoir par les travailleurs permettraient de changer tout ça.

Extrait de « Inter-Hospitaux » 14°, n° 131, mars 1969.

FLIXECOURT (Somme)

**BILAN de la GRÈVE
chez SAINT-FRÈRES :**

Chez Saint-Frères-Willot, une goutte a suffi à faire déborder le vase.

Saint-Frères, c'est le vieux bastion du textile de la Somme. Ses six usines, installées dans une région rurale (la vallée de la Nièvre), qui fabriquaient autrefois la majorité de la toile de jute, en France, travaillent maintenant toutes sortes de textiles, ainsi que des sacs en plastique.

Mais Saint-Frères, qui conserve pratiquement le monopole de l'industrie dans la vallée, impose des salaires de misère. Qu'on y songe :

— pour faire 3 000 sacs par jour, les travailleurs ne touchent que 3,30 F de l'heure ;

On peut citer le cas d'ouvriers ayant 45 années de présence et gagnant 58 000 AF par mois, de dessinateurs d'études qui, après 10 ans de métier, ne gagnent que 90 000 AF, etc.

Par ailleurs, les conditions de travail sont épouvantables. Certains ateliers sont construits en béton, il y fait une chaleur torride. Des travailleuses sont fréquemment prises de malaise. En été, les pompiers de l'usine sont même obligés d'arroser continuellement le toit d'un édifice pour atténuer la chaleur.

Dans l'atelier de teinturerie, les ouvrières en sont réduites à manger leur casse-croûte parmi toutes sortes de produits dangereux et toxiques.

Bref, salaires de misère, exploitation éhontée, conditions de travail d'il y a 50 ans.

Dernièrement, Saint-Frères s'est fait racheter par le groupe Agache-Willot, qui exploite déjà 20 000 ouvriers dans ses 73 usines.

C'est une entreprise d'Amiens, Procter et Gamble qui a déclenché la grève en venant « prospecter » à Flixecourt. Elle a envoyé des milliers de lettres aux ouvriers de Saint-Frères, offrant 5 F pour un simple travail de manœuvre (pour 3,30 F chez Saint-Frères). En riposte, Saint-Frères a distribué des augmentations à la tête du client, pour s'attacher ceux qui auraient pu être tentés.

Aussitôt (31 mars), 40 travailleurs de l'atelier de teinturerie de Flixecourt se mettent en grève. Puis, stupeur, la C.I.T.E.P., atelier qui ne s'était jamais arrêté complètement, même en mai, cesse tout travail. Rapidement la grève s'étend aux 800 ouvriers de Flixecourt, puis dans les autres usines de la vallée (près de 1 500).

Les revendications sont les suivantes :
— 40 centimes d'augmentation et 10 % pour les mensuels ;
— salaire minimum horaire à 3,80 F ;
— une demi-heure de pause payée pour le casse-croûte ;
— une prime de vacances de 25 000 AF ;
— extension des libertés syndicales (local, droit de distribuer des tracts, etc.).

Peu à peu les travailleurs se sont organisés. Des meetings ont lieu tous les jours.

La C.G.T. est discréditée depuis mai où elle a bradé la grève en faisant voter la reprise à chaque usine en prétendant que les autres avaient déjà repris. Elle freine.

La C.F.D.T., créée en mai, a une bonne influence sur les jeunes. C'est elle qui dirige pratiquement. Mais malgré leur combativité, ses délégués sont encore un peu prisonniers du réformisme de la confédération (et de l'alliance avec la C.G.T.). Ils n'ont pas toujours des idées bien claires sur la lutte des classes et sur certaines mesures pratiques pour diriger la grève, maintenir et développer l'enthousiasme et la combativité de la base. Ainsi, beaucoup trop de jeunes sont inorganisés.

Quant à F.O., elle ne participe pas.

Judi 3 avril : tandis que la direction fait manifestement trainer les négociations pour « pourrir » la grève, se tient à Paris la Commission paritaire du textile. Un accord (signé par F.O., C.F.T.C., C.G.C. et le Patronat, mais pas par C.G.T. ni C.F.D.T.) prévoit une augmentation générale de 22 centimes (soit 12 centimes au 1^{er} avril et 10 au 1^{er} octobre) et de 5,3 % pour les mensuels, également en deux fois.

Mais la base se prononce à l'unanimité pour la poursuite de la grève. La C.G.T. essaye alors de bien la contrôler et fait appel à « l'arbitrage » du Préfet. Le Secré-

taire de la Fédération C.G.T. du Textile, Aubert, est sur place en permanence et multiplie les discours.

Mercredi 9 : la direction lâche du lest sur le « droit syndical » (tout en refusant « pour des raisons de sécurité » (?) la distribution de tracts dans les ateliers) mais refuse sur tout le reste et rompt les négociations.

Judi 10 : c'est le 11^e jour de grève. La colère de la base augmente : elle parle d'occuper l'usine de Flixecourt (où travaille encore 15 % du personnel.) Dans les conditions actuelles de la grève (impréparation, etc.) l'idée n'était peut-être pas encore valable : elle montre du moins que les travailleurs entendent aller jusqu'au bout et durcir leur mouvement.

La solidarité commence à bien fonctionner. Des équipes de grévistes vont quêter dans tout le département, tandis que des cultivateurs fournissent le lait avec une réduction de 0,20 F par litre.

C'est dans l'enthousiasme que se déroule une première manifestation de plus de 500 personnes dans Flixecourt.

Samedi 12 : à Amiens. Les grévistes venus en cars, manifestent pendant une bonne heure au centre de la ville. Ce n'est plus le même genre de manifestation : le service d'ordre de l'U.D.-C.G.T. d'Amiens l'encadre soigneusement et fait même la police dans ses rangs.

Malgré tout le moral est excellent. Les grévistes entament leur 3^e semaine de grève. La solidarité va encore s'accroître. Les exploités de chez Saint-Frères peuvent tenir.

l'après-midi qu'il fallait « durcir la grève » !)

Mais il revient à la charge. Lundi 14, c'est le début de la campagne électorale. Les révisionnistes ont donné comme directive d'éviter toute grève, toute manifestation qui pourrait « faire peur à l'électorat » et « faire perdre le référendum ». Cette fois, les C.F.D.T. n'arrivent pas à s'opposer efficacement.

Lundi matin : la reprise est votée malgré un très petit nombre de présents au vote.

— A part des promesses sur le droit syndical (construction d'un local, etc.), il n'y a rien de plus que les propositions patronales (c'est-à-dire 22 centimes en 2 fois).

— La demi-heure de casse-croûte, la prime de vacances, le salaire minimum à 3,80 : refusés.

— De plus, il y a un cadeau empoisonné : les 75 centimes de fixe passent au rendement : le patron fait ainsi miroiter 2 à 3 centimes de mieux. Mais chacun sait que le travail au rendement c'est l'esclavage. De plus, le calcul est tellement compliqué que le patron pourra truquer les salaires. Donc échec sur les revendications.

Malgré tout il reste des points positifs : la combativité des travailleurs n'est pas brisée, au contraire, elle a augmenté. Désormais les travailleurs surexploités de la vallée de la Nièvre ne se laisseront plus marcher sur les pieds. Dans les usines, la maîtrise fait grise mine. Ainsi, sur une simple menace de se remettre en grève, la direction a été obligée de lever une sanction. Rien ne sera plus comme avant.

— Les jeunes de la C.F.D.T., et tous les ouvriers, ont beaucoup appris au cours de leur grève. Les idées justes feront leur chemin.

— Par contre, la C.G.T. soumise aux révisionnistes, a essuyé un nouvel échec. Son rôle commence à être bien connu des travailleurs.

Il reste à expliquer à fond tous les agissements des révisionnistes (1), et le rôle de rempart de la bourgeoisie qu'ils jouent et qu'il font jouer à la C.G.T., jadis si glorieuse.

Il reste, au travers de luttes de masse telles que celle-ci, à montrer la nécessité dans notre pays d'une centrale syndicale rouge, fondant son action sur la lutte « classe contre classe » et reprenant les traditions de la C.G.T.U. et de la C.G.T. de jadis.

(1) Il se confirme que la direction C.G.T. a fait donner des ordres : un bonze local, Paille, s'est vanté d'avoir eu bien du mal à arrêter la grève de Saint-Frères.

Correspondant H. R.

LE CHOMAGE : CONSÉQUENCE DU CAPITALISME

Extrait de "INTER ENTREPRISES 15"

Pour les patrons, le travailleur est une machine qui doit produire le plus possible et coûter le moins cher possible : c'est la loi bien connue du système capitaliste. Sa seule limite est la résistance unie des travailleurs.

Mais les patrons veulent plus encore : utiliser le travailleur quand ça leur plaît, où ça leur plaît, le muter, le déplacer, le rejeter à leur gré. Pour les bourgeois, le prolétaire n'est pas maître de son avenir, ce sont eux qui en disposent. Chassé sous le prétexte le plus futile, le chômeur est mis au banc de la société. Obligé d'affronter la bureaucratie de l'administration et la hargne des employés, sans ressources sinon parfois une indemnité de misère à condition de se tenir bien (voir la lettre à un chômeur dans Inter de janvier), le chômeur n'a pas « perdu son travail » : on le lui a pris.

Pourquoi ? Quelles sont les véritables causes du chômage ? Combien y a-t-il réellement de chômeurs en France ?

Essayons de répondre à ces questions.

LES STATISTIQUES : UN MENSONGE INTERESSE

A la dernière question, le nombre de chômeurs, la bourgeoisie a tout intérêt à ne pas répondre, ou à mentir : elle sait que face au chômage massif, travailleurs actifs et inemployés — qu'elle arrive parfois à séparer — retrouvent leur unité pour la lutte. Alors, elle déguise les chiffres.

Actuellement, elle annonce autour de 250 000 « demandeurs d'emploi » inscrits dans les bureaux de main d'œuvre. Mais elle ne peut cacher que le nombre de demandeurs inscrits n'a aucun rapport avec la réalité du chômage. Les travailleurs savent trop bien que les bureaux de main d'œuvre non seulement sont inefficaces pour le placement mais aussi ne sont pas ouverts à tous. Alors, la bourgeoisie fait semblant de corriger son chiffre de 250 000 : elle le multiplie par 1,9 parce que en 1962, il avait fallu multiplier par 1,9 le nombre de « demandeurs inscrits » pour avoir le nombre de chômeurs apparus dans le recensement d'alors. La bourgeoisie avoue donc actuellement mais déjà beaucoup moins fort et moins souvent, 500 000 chômeurs environ.

QU'EN EST-IL EN REALITE ? QUELS SONT DANS LA PRATIQUE LES CHOMEURS NON INSCRITS AU BUREAU DE MAIN-D'ŒUVRE ?

Il y a d'abord ceux qui ne veulent pas s'y inscrire :

— ceux qui préfèrent chercher leur boulot tout seul ;

— beaucoup de travailleurs immigrés, pour qui l'expérience concrète leur a montré que l'administration est souvent au service des flics ;

— ceux qui ne veulent pas être considérés comme chômeurs « parce que c'est dégradant ». C'est là le résultat du joli travail de division de la bourgeoisie ;

— ceux qui ont fini par abandonner leurs recherches.

Il y a ensuite ceux qui ne peuvent pas s'y inscrire :

— les jeunes qui n'ont pas commencé à travailler : ils ne sont pas considérés comme chômeurs. Ils sont pourtant une masse énorme à la recherche d'un boulot ;

— ceux qui sont rayés des listes parce qu'ils ont refusé deux fois déjà un emploi proposé par le bureau, qui propose bien entendu n'importe quoi et n'importe où ;

— ceux qui, mal conseillés, n'ont pas fait à temps les nombreuses formalités nécessaires ;

— ceux qui ont été obligés d'accepter n'importe quel emploi pour tenir le coup. Un tourneur qui charge des caisses aux halles, n'est-il pas lui aussi un chômeur ? Il n'est pourtant pas inscrit ;

— ceux qui font du travail partiel ou qui ont subi une réduction horaire, etc. ;

— il y a les femmes mariées : dans le ménage, on tiendra le coup avec le salaire du mari.

Arrêtons la liste. Combien de tous ceux qui apparaîtront comme chômeurs dans un recensement ? Le travailleur étranger, avec son problème de carte de séjour ? Sûrement pas ! De plus, sans ressources, il loge une nuit chez un copain, l'autre nuit ailleurs, il n'est souvent même pas recensé.

Le jeune qui n'a pas encore travaillé ? Pour des raisons fiscales, le chef de famille le déclarera à sa charge. Celui qui fait n'importe quoi pour vivre, celui qui refuse de se considérer comme chômeur, celui qui est victime d'une réduction d'horaire ? Aucun d'eux ne sera compté comme chômeur dans le recensement.

Alors, ce fameux chiffre de 1,9 ne veut rien dire ! Quand la bourgeoisie avoue 500 000 chômeurs, il faut compter en réalité autour d'un million !

Les capitalistes eux-mêmes sont obligés de reconnaître que le chômage n'a jamais été aussi élevé depuis la guerre.

LE CHOMAGE, CONSEQUENCE DU CAPITALISME

Pourquoi ? D'où vient le chômage ? Qui sert-il ? Sûrement par les travailleurs qui en sont les victimes. Ce sont les patrons qui le créent pour leur propre bénéfice.

LE CHOMAGE EST LA CONSEQUENCE INELUCTABLE DU CAPITALISME.

La loi du capitalisme, c'est le profit. Or, pour augmenter leurs profits, les patrons disposent de deux moyens : tenter d'exploiter davantage les travailleurs et tenter d'augmenter les prix. L'un et l'autre engendrent le chômage !

LE PATRON TENTE D'EXPLOITER DAVANTAGE LES TRAVAILLEURS.

— en accélérant les cadences : il produit autant avec moins de gars. Les autres, à la porte.

— en allongeant le temps de travail : 4 ouvriers à 50 heures pour le boulot de 5 à 40 heures. Le cinquième, inutile, est balancé. Quand, par exemple, le patron arrive à faire sauter une prime, ou à diminuer carrément les salaires, il oblige à faire des heures supplémentaires pour récupérer le pognon perdu ; ça veut dire que chacun produit davantage et que le patron aura besoin de moins de monde.

LE PATRON TENTE DE HAUSSER LES PRIX

Aussitôt, il se heurte à la concurrence. A cause d'elle, vendre plus cher, c'est vendre moins.

— Alors le patron va essayer d'exploiter davantage encore les travailleurs avec les conséquences que nous avons vues.

Mais, il peut aussi, pour diminuer ses frais de production, adopter une nouvelle machine ou un nouveau procédé de fabrication demandant moins de main-d'œuvre : il licencie le surplus.

Dans cette bataille de requins, les petits ne tiennent pas le coup longtemps : ils font faillite. C'est le chômage pour le personnel.

Les plus gros absorbent les autres. C'est ce qu'ils appellent la concentration. C'est pour éviter le double emploi, le licenciement d'une masse d'employés.

Quand ça devient intéressant, les groupes financiers, les banques, s'emparent du fromage : ils achètent des actions, investissent, prêtent. On peut « moderniser pour produire encore plus ». Des ouvriers, on ne garde que le nécessaire pour faire marcher les nouvelles machines.

De concentration en concentration, se créent les monopoles, « Holdings » et autres « trusts ». Rapaces tout puissants, maîtres du marché, privés ou nationalisés (Chemin de fer, tabacs, essences) ils sont libres de leurs prix. Le coût de la vie augmente, le travailleur doit accepter les heures supplémentaires : chacun produit davantage et on pourra encore diminuer le personnel.

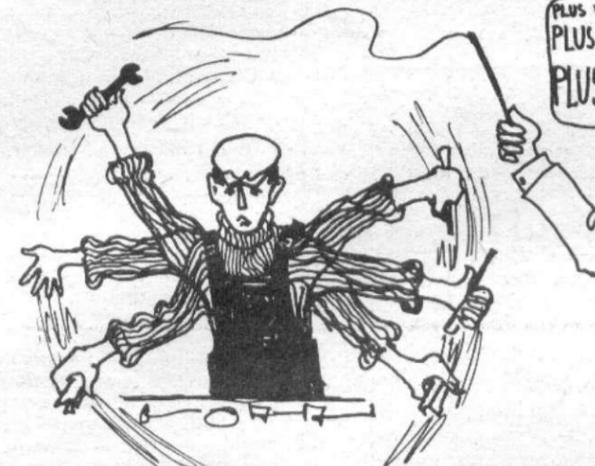
Chaque augmentation de salaire arrachée par les travailleurs, est aussitôt compensée par une hausse des prix. Mais les monopoles nationaux se heurtent à la concurrence internationale. Devenus trop chers, leurs produits ne se vendent plus à l'étranger. C'est la crise — on fait payer les travailleurs : on licencie.

ORGANISE PAR LES PATRONS

Le chômage, conséquence automatique du capitalisme, est rationalisé et développé volontairement par les patrons pour augmenter l'exploitation des travailleurs.

Les patrons ont tous intérêt à ce qu'il y ait en permanence une masse de travailleurs sans emploi. C'est ce qu'ils appellent leur « volant de chômage ».

— il leur permet de faire pression sur les salaires pour « détendre le marché de l'emploi ». Ceux qui cherchent du boulot depuis longtemps deviennent moins exigeants ;



— il leur permet d'embaucher à moindres frais en déqualifiant le travailleur. Un O.P. au chômage finira par accepter le salaire d'un O.S. pour faire son travail d'O.P. ;

— il leur permet d'être en position de plus grande force contre ceux qui travaillent, par la menace de licenciement et au moment des grèves.

LE VOLANT DE CHOMAGE, VOULU PAR LES BOURGEOIS, EST LEUR ARME PRINCIPALE POUR DIVISER LES PROLETAIRES.

Malheureusement pour eux, ce volant de chômage ne peut pas se développer sans limite. Les capitalistes doivent essayer de garder un certain équilibre, non par humanité, mais pour leur profit. Quand le volant de chômage se développe trop :

— les travailleurs actifs ou non se mobilisent pour la lutte et ça risque de remettre bien des choses en question ;

— il y a moins d'acheteurs, de « consommateurs » et les bénéfices baissent.

LA SITUATION EN FRANCE

C'est ce qui se passe actuellement en France : le nombre de chômeurs affole la bourgeoisie. Elle tente de le cacher à la population, comme nous l'avons vu précédemment. Elle tente aussi de résorber le surplus. Par exemple, face à la masse des jeunes de plus en plus nombreux, pour laquelle aucun emploi n'a été créé depuis plusieurs années, elle a trouvé une astuce de dépannage : elle augmente la scolarité obligatoire jusqu'à 16 ans et elle autorise

à s'engager à 17 ans. Avec un peu de battement, le jeune ne cherchera pas sérieusement du travail, il préférera s'engager. D'un même coup, la bourgeoisie le sort du circuit de production pour plusieurs années et elle renforce son appareil de répression. Elle envisage maintenant de mettre le service militaire à 18 ans.

Mais, c'est vouloir vider la mer avec un seau. Nos capitalistes sont en plein marasme. On leur arrive-t-il donc ?

— Le capitalisme mondial exploitait à bon marché rapidement des monopoles, la grande bourgeoisie française exportait ses capitaux à l'étranger, surtout dans les colonies, d'où elle tirait d'énormes bénéfices par l'exploitation éhontée des travailleurs.

— Les luttes de libération des peuples colonisés l'ont chassé : il est en crise.

Les monopoles internationaux ne peuvent plus aussi facilement piller les matières premières des pays non industrialisés, leur arracher à vil prix leur population pour en faire de la main d'œuvre à bon marché.

La bourgeoisie française a été la plus touchée.

Pendant qu'ailleurs (U.S.A., Allemagne, Japon...) la bourgeoisie investissait chez elle et se constituait rapidement des monopoles, la grande bourgeoisie française exportait ses capitaux à l'étranger, surtout dans les colonies, d'où elle tirait d'énormes bénéfices par l'exploitation éhontée des travailleurs.

La guerre d'Indochine, la guerre d'Algérie, les luttes au Maroc, en Tunisie, en Afrique noire, à Madagascar, ont mis par terre le lucratif échafaudage. Nos capitalistes ont dû rentrer dare dare une partie de leur pognon en métropole. Dans les anciennes colonies françaises, la concurrence internationale est plus âpre, l'exploitation des travailleurs plus difficile, le profit est moins sûr.

Et, en 1958, avec l'arrivée de de Gaulle, le grand capital a commencé l'inévitable course de vitesse ; monopoliser l'économie française avant de se faire entièrement avaler par les monopoles étrangers. Pour gagner cette course, il lui faut toujours plus de profit à n'importe quel prix : ce sont les prolétaires qui payent.

— depuis 10 ans, la bourgeoisie n'a cessé d'augmenter l'exploitation des travailleurs : cadences accélérées, suppression de primes = chômage ;

— depuis 10 ans, les concentrations d'entreprises sont développées à un rythme toujours accru : faillites, compressions de personnel, fermeture de tout ce qui n'était pas rentable (mines, charbonnages) = chômage.

Mais cela ne suffisait pas. Il fallait être plus efficace gagner toujours.

POUR LE PROFIT DES PATRONS, LE V^e PLAN PREVOYAIT 600 000 CHOMEURS.

On a ouvert en grand les deux sources qui alimentent traditionnellement le volant de chômage.

— LES PAYSANS PAUVRES : cernés par les gros propriétaires, opprésés par les charges que la bourgeoisie fait peser sur eux, volontairement abandonnés et pressurés par l'Etat des monopoles, ils quit-

tent en masse la campagne. Il suffisait d'accélérer le processus.

— LES TRAVAILLEURS ETRANGERS : venus de pays où règne la misère soigneusement entretenue par le capitalisme international (Afrique du Nord, Portugal, Espagne, Italie, Yougoslavie...), échangés à la bourgeoisie locale contre la soit disant « aide au tiers-monde », ils espèrent trouver ici ce que leur ont promis les organisations d'embauche installées sur place, en Martinique ou ailleurs : travail correct et vie décente. Ils trouvent à la place la misère, les travaux les plus durs, l'isolement, le racisme, la menace policière permanente.

Voilà avec quels moyens nos capitalistes comptaient augmenter leurs profits. Pour quels résultats ?

— Ils n'ont pu éviter le « contrôle » par des monopoles étrangers de secteurs « intouchables » de l'économie (électronique), ni l'absorption de nombreuses entreprises.

— Ils n'ont pu imposer à leurs « partenaires » du Marché Commun leurs conditions pour l'exploitation commune des peuples d'Europe.

— Ils n'ont pu empêcher la révolte populaire de mai qui n'a pas arrangé leurs affaires. Pour tenir, il leur a fallu développer le chômage plus qu'ils ne l'avaient cyniquement prévu dans le V^e Plan.

Autour d'un million de chômeurs, de toutes les catégories — surtout des jeunes — et dans tout le pays — surtout là où le profit des patrons rencontre quelque obstacle (transport, charges fiscales, etc. (Nord, Ouest, Alsace).

R.A.T.P.

QUAND UN DÉLÉGUÉ C.G.T. SE FAIT INTERVIEWER PAR "PARIS-JOUR"...

On sait que la majeure partie des syndicats, que ce soit la C.F.T.C., les Autonomes, les Indépendants, ou F.O., sont au service du patronat, que la C.F.D.T. est un syndicat opportuniste et réformiste... Mais la C.G.T., qui fut une grande centrale syndicale de lutte de classes, rejoint chaque jour un peu plus loin ses confrères.

Les traîtres qui en ont usurpé la direction et ont installé un important appareil de protection avec l'aide de leurs âmes damnées du P. « C. » F., nous apportent chaque jour de nouvelles preuves de leur trahison et de leur mépris des masses laborieuses.

La dernière en date est du 25 mars. Un dénommé Lucien H., père de trois enfants, syndicaliste R.A.T.P., s'est fait interviewer par un journaliste du fameux torchon bourgeois « Paris-Jour » fondé par le célèbre fasciste Del Duca.

Nous connaissons tous à Clichy, ce Lucien H., délégué de ligne aux multiples responsabilités syndicales et membre du P. « C. » F.

Voici quelle presse utilise maintenant la C.G.T. pour s'adresser aux travailleurs. Les responsables de la C.G.T. ne peuvent pourtant pas ignorer que tout ce qu'on peut dire à ces gens-là ne sera jamais répété intégralement, que le journaliste interprétera toutes les réponses à ses questions et les mettra au service de son maître : le capital.

Donc, accepter d'être interviewé par ces gens-là :

— c'est faire le jeu de la bourgeoisie ;

— c'est mépriser les masses au point le plus extrême ;

— c'est faire de la propagande pour un torchon fasciste, car grand nombre de camarades ont été obligés de l'acheter pour lire les élucubrations de leur délégué.

Voyons un peu ce qu'a raconté notre éminent collègue :

1) Il a dû longuement fréquenter l'église et les ecclésiastiques, car pour parler de repos, il invoque la Bible. Le journaliste n'a évidemment pas manqué l'occasion de faire un parallèle avec le marxisme et de le faire passer pour un catéchisme. Pourtant, par leur pratique et leurs œuvres théoriques, les camarades Lénine, Staline, Mao Tsé-toung, nous enseignent que le marxisme est une chose vivante et non un dogme.

Utiliser ainsi la Bible, c'est apporter de l'eau au moulin de tous les anti-communistes.

2) Lucien H... dit encore dans son interview : « Nos patrons sont des gens raisonnables »...

Depuis quand les patrons sont-ils des gens raisonnables ?

— eux, qui divisent les travailleurs en créant des syndicats à leur dévotion ;

— qui utilisent des travailleurs saisonniers, 7 à 8 mois par an, le reste du temps au chômage et sans retraite ;

— qui manipulent les délégués syndicaux en qui les travailleurs ont placé leur confiance ;

— qui nous font travailler 7 jours sur 8 et cela à raison de 40 à 57 heures par semaine ;

— qui sèment la discorde entre les différents emplois ;

— qui obligent tous les receveurs à devenir machinistes, en sachant fort bien qu'un certain nombre d'entre eux seront assez rapidement reconnus inaptes vu l'extrême tension nerveuse que demande la conduite des bus (méthode remarquablement efficace pour préparer les futurs licenciements).

Appeler ces gens-là des « gens raisonnables », c'est se payer notre tête comme il n'est pas permis ;

Malgré votre timide démenti (affiché seulement deux jours à Clichy), M. Lucien H..., vous n'êtes pas dans le coup ! Les travailleurs savent qu'avec le patronat, il n'est pas de collaboration possible. Ils en ont toujours été victimes. Les patrons exploient les travailleurs pour améliorer leurs profits et se tailler une bonne place parmi les grands capitalistes. Les travailleurs ont toujours été victimes de cette loi capitaliste qui engendre obligatoirement la sur-exploitation et le chômage (le nombre de chômeurs est passé de 300 000 à 500 000 en 1968).

Le prolétariat sait que, pour survivre, il doit lutter par tous les moyens pour acquérir et diriger lui-même les moyens de production.

AFIN DE SUPPRIMER UNE FOIS POUR TOUTES L'EXPLOITATION DE L'HOMME PAR L'HOMME :

REORGANISONS-NOUS A LA BASE ET DANS L'ACTION !

CREONS PARTOUT DES COMITES DE BASE !

Pour la défense de nos justes revendications :

— 2 jours consécutifs de repos ;

— titularisation des travailleurs saisonniers ;

— réduction de la durée des services sans diminution de salaire ;

— suppression des sous-catégories et des sous-échelles.

VIVE L'UNITE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

VIVE LA LUTTE DES CLASSES !

A BAS LES SOCIAUX-TRAITRES ET LES REFORMISTES !

A BAS LE CAPITALISME EXPLOITEUR !

VIVE LE SOCIALISME, NOTRE IDEAL LIBERATEUR !

(Tract distribué par le Comité marxiste-léniniste de la R.A.T.P.)

LA PARTICIPATION DANS LES LYCÉES

La solution qu'ont voulu trouver le grand capital et de Gaulle à la tempête révolutionnaire de mai, c'est la Participation. De même qu'ouvriers, étudiants et lycéens se sont révoltés ensemble en mai, de même le pouvoir veut leur faire avaler le même « médicament » : élèves, professeurs, agents de l'administration dirigent « ensemble » les lycées.

Au Conseil d'Administration, les élèves participent aux discussions, ont le droit de vote...

Mais dans nombre de lycées, les élèves qui en masse avaient refusé tout règlement intérieur en mai se sont vus obligés de l'élaborer eux-mêmes au niveau du Conseil d'Administration et de reculer pas à pas devant l'administration.

Bien sûr on leur permet de voter, au même titre que professeurs et administration, mais pourtant, même si l'ensemble des élèves délégués au conseil s'opposent au passage d'un projet, celui-ci passe quand même vu le nombre de « personnes extérieures » (parents d'élèves, maires...) présentes.

De plus, le Conseil d'Administration est soumis au contrôle du ministère qui a droit de refuser les propositions et même de radier les membres qui lui déplaisent. (Articles 6 et 15).

La Participation est donc foncièrement réactionnaire, c'est un des deux aspects de la politique à double face du gouvernement, participation-répression, c'est-à-dire « la carotte et le bâton ». Ce n'est qu'une illusion destinée à tromper la masse des lycéens :

Alors, on a soi-disant supprimé le rôle de chef de classe et mis en place des représentants de chaque classe pour les revendications des élèves, mais que font-ils d'autre que porter cahiers d'appels et de notes ?

De plus, il faut rappeler qu'Edgar Faure a systématiquement refusé de supprimer les mesures disciplinaires (articles 6 et 15), mais qu'au contraire, il tend à les renforcer (Cf. Projet sur la discipline dans les lycées).

Mais alors pourquoi veut-on à tout prix nous faire participer ? Simplement pour faire croire à un libéralisme du régime (nous décidons tous ensemble : patrons-ouvriers, étudiants-recteurs, lycéens-censeurs !). Il s'agit pour le pouvoir de tenir en mains les « éléments incontrôlés », d'étouffer le mouvement révolutionnaire aux simples fins de la bourgeoisie et sans qu'aucune protestation ne s'élève.

Nous nous trouvons en fait face à un durcissement du régime : le pouvoir des monopoles, sorti affaibli de la grande tempête révolutionnaire de mai-juin, est bien décidé à ne plus se retrouver au bord du même précipice. Aussi il a ressorti tout droit des tiroirs de Mussolini et Franco « la participation, 3^e voie entre le capitalisme et le socialisme ».

Ce qui devrait se traduire ainsi :

— les ouvriers ne mènent plus la lutte des classes, ils gèrent avec les patrons

leur propre exploitation ; ils ne sont donc plus exploités :

— lycéens et étudiants qui « participent » n'ont pas à remettre en cause la nature de l'Université, son enseignement bourgeois décadent, son caractère d'outil au service de la bourgeoisie.

Ainsi, bientôt nous ne serions plus, aux dires de de Gaulle dans un pays de type capitaliste.

Cela signifie-t-il que la propriété des moyens de production a disparu ?

— Que l'Université est ouverte aux fils d'ouvriers et de paysans ?

— Que le contenu de l'enseignement s'est transformé et de contenu bourgeois a pris un contenu prolétarien ?

Non, bien sûr, et tandis qu'on nous appelle à la « Participation », on supprime de jour en jour les libertés démocratiques élémentaires : atteinte au droit de grève, interdictions d'organisations et de meetings..., alors que mouvements gaullistes (sous couvert de parents d'élèves) et fascistes se multiplient.

Ce n'est ni plus ni moins que la fascination du régime face à la crise politique, économique et idéologique qui atteint les pays capitalistes.

De plus, si la réussite de la « participation » était si importante dans les lycées et facs c'était pour mieux l'appliquer dans les usines (chose beaucoup plus grave, car il est vital pour la bourgeoisie de paralyser la principale force révolutionnaire : le prolétariat).

Face à cette situation, nous lycéens, nous devons réagir et ne pas nous laisser duper par cette « participation ». Si au début de l'année nombre d'entre nous ont pensé qu'il fallait « participer » pour dénoncer de l'intérieur, il est temps de faire le bilan de notre action et de nous démarquer de ceux qui, se cachant sous le drapeau du communisme, soutiennent en fait la réforme gaulliste sous le prétexte de « préserver les acquis de mai » (c'est là, la politique de l'U.N.C.A.L.). Comme cela s'est déjà fait dans de nombreux lycées, nous devons démissionner publiquement et en masse :

— nous refusons de cautionner la politique réactionnaire du gouvernement ;

— nous dénonçons le caractère de fascination contenu dans la participation ;

— nous, lycéens, nous nous tenons fermement aux côtés des ouvriers, paysans et étudiants pour lutter dans le même combat.

Une lycéenne.

EXTRAIT DE « LYCEE ROUGE ».

Mensuel destiné aux lycéens, élèves des écoles normales et des collèges d'enseignement technique.

l'exemplaire : 0,50 F
+ frais d'affranchissement
sur demande adressée
à Robert LAFARGUE
Boîte Postale 16
35 - JOUE-LES-TOURS

Lisez " Lycée Rouge "

CHOMAGE (Suite de la page 4)

CAMARADES ! REJETONS TOUTE ILLUSION

La bourgeoisie veut nous faire croire que la situation n'est pas si grave, qu'il y a des remèdes. Par exemple, renvoyer chez eux les travailleurs immigrés « pour donner du travail à tous les français ».

MENSONGE ! Renvoyer les étrangers ne diminuerait en rien les problèmes de la bourgeoisie donc le chômage en France. Pour faire ses bénéfices,

— elle doublerait l'exploitation des travailleurs français : déqualification, diminution des salaires ; accroissement du chômage,

— elle renverrait ses capitaux à l'étranger là où se trouve la main-d'œuvre à bon marché : encore accroissement du chômage en France.

La dernière crise monétaire a prouvé s'il en était besoin que les bourgeois n'ont aucun scrupule à envoyer leur argent là où il rapporte.

La bourgeoisie veut nous faire croire que le chômage n'est qu'un accident passager.

MENSONGE !

Dû à la nature même de la société capitaliste fondée sur le profit, le chômage durera autant qu'elle. Quand la bourgeoisie prétend avoir réussi à le résorber, si peu soit-il, c'est qu'elle tente de le déguiser sous d'autres formes. Elle nous dit « l'embauche reprend » ! En réalité, elle déqualifie, elle accélère partout les cadences.

La bourgeoisie veut nous faire croire que l'expansion redémarre.

MENSONGE ! Partout le capital mondial recule devant les luttes révolutionnaires des peuples opprimés. Les crises

monétaires succèdent aux crises économiques. Dans le combat de rapaces pour les marchés, les monopoles français — trop faibles — ne peuvent rien contre les géants internationaux en place.

Pour essayer de faire repartir les affaires, ils n'ont que deux solutions.

— Renforcer leur alliance avec le capitalisme international pour l'oppression des peuples du monde,

— Exploiter toujours davantage les travailleurs.

VOILA CE QUE PROPOSENT LES PATRONS.

VOILA LA POLITIQUE DE L'ETAT GAULLISTE AU SERVICE DES PATRONS.

Quand on décide de payer les indemnités par mandat à domicile, est-ce par humanité ?

Ou est-ce parce que les queues aux bureaux de chômage deviennent trop longues et vont l'être encore davantage ?

Quand on signe avec les syndicats des « accords » sans précédent sur la « sécurité de l'emploi » qui consistent tout simplement à avertir un peu plus tôt les futurs chômeurs de leur bonne fortune ? Est-ce une tentative pour faire passer la pilule de licenciements massifs ? ou est-ce un cadeau généreux aux travailleurs ?

— NOUS N'AVALERONS PAS LA PILULE DES PATRONS.

CAMARADES ACTIFS ET CHOMEURS : TOUS UNIS POUR LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE !

— Contre le licenciement,

— contre les cadences infernales,

— contre les heures supplémentaires,

— contre les suppressions de prime,

— contre la déqualification.

Agressions C.D.R. dans le 12^e

Près du marché d'Aligre, de 10 heures à 11 heures, ce dimanche 20 avril un commando C.D.R., bénéficiant de la complicité d'inspecteurs en civil, s'est livré à des agressions contre des vendeurs de journaux pris individuellement (diffuseurs de Tribune Socialiste, de l'Humanité Rouge). Plusieurs membres du commando s'attaquaient à un militant isolé, le ceinturant et l'entraînant à l'extérieur du marché. D'autres militants qui s'opposèrent à cette agression, furent également entraînés malgré leur vigoureuse résistance.

Avant d'être emprisonnés brutalement dans le hall d'un immeuble de la rue Crozatier, de violentes bagarres éclatèrent entre les C.D.R. soutenus par des flics en civil, les militants et des passants indignés qui tentèrent de s'interposer.

La police vite arrivée sur les lieux, récupéra les militants que leur livraient les C.D.R. Des témoins, qui se sont présentés au commissariat, ont été refoulés.

Dans l'après-midi, nous avons appris par des camarades relâchés que deux d'entre eux étaient gardés par la police et accusés de résistance et coups et blessures à agents !

Le pouvoir gaulliste de plus en plus affaibli par la montée des luttes populaires, a recours chaque jour plus ouvertement à des méthodes terroristes, signés du processus de fascisation du régime.

Cercle Humanité Rouge du 12^e. Rappelons que le ministre Frey, ex-ministre de l'Intérieur du temps du massacre de Charonne, est député-maire, actuellement, du 12^e arrondissement de Paris. N.D.L.R.

Au Pakistan, "l'ordre" militaire règne, mais le peuple triomphera

Le maréchal Ayoub Khan, qui avait renversé, il y a une dizaine d'années, au moyen d'un coup d'état militaire, le gouvernement pakistanais d'alors, dirigé par le réactionnaire Iskander Mirza, vient à son tour d'être renversé dans les mêmes conditions, après plusieurs mois de troubles. Le Pakistan, 120 millions d'habitants, est l'un des états les plus peuplés du monde (après la Chine, l'Inde, l'U.R.S.S. et les U.S.A., ex-æquo avec le Japon et l'Indonésie). Il n'est donc pas indifférent d'examiner, même brièvement les développements de la situation de ce pays qui, après tant d'autres dans la zone des tempêtes, voit arriver au pouvoir une clique militaire qui, d'emblée, se déclare « résolue à rétablir l'ordre et à mettre les éléments subversifs à la raison ». Mais, tout d'abord, qu'est-ce que le Pakistan ?

UNE CREATION DU COLONIAL OFFICE

Lorsque le gouvernement britannique eut acquis la conviction qu'il ne pourrait plus maintenir sous sa forme ancienne « l'Empire des Indes », cher à R. Kipling, il eut recours à sa tactique classique : diviser pour régner.

Suscitant des antagonismes religieux là où ils n'existaient pas (cf. Chypre) exacerbant ceux qui existaient déjà (cf. Irlande), opposant l'une à l'autre les communautés ethniques (cf. Guyane), il comptait de la sorte retarder l'échéance de la libération des colonies, et ensuite laisser derrière lui suffisamment de germes de désordre pour maintenir les pays ex-coloniaux dans la dépendance des métropoles impériales.

Or, en Inde, il y avait de nombreuses communautés ethniques et une forte minorité musulmane (actuellement pour l'Inde et le Pakistan réunis, il y a environ 180 millions de Musulmans et 380 millions d'Indouistes, ainsi que des Bouddhistes, des Chrétiens, etc.). Dès avant l'indépendance, les colonialistes britanniques encourageaient la division de la population sur une base religieuse, ce qui aboutit à la formation de deux états distincts, l'Inde proprement dite, et le Pakistan. Etat regroupant la majeure partie des Musulmans (60 millions d'entre eux restèrent sujets indiens).

Mais le Pakistan a d'autres particularités très singulières. Il se compose de deux parties, séparées l'une de l'autre par 2 400 km de territoire indien !

1) **La province occidentale** : 780 000 km², 53 millions d'habitants. C'est le Pakistan « blanc ». Peuplé d'indo-européens de langue Ourdou (ou afghane dans le Nord-Ouest et au Beloutchistan). Là se trouve la capitale, Karachi, 3 000 000 d'habitants. Cette province comprend des régions riches et fertiles (Pendjab, Sind, vallée de l'Indus), mais la moitié de son territoire est composée de zones arides ou désertiques (Beloutchistan, désert de Thar).

2) **La province orientale** : 141 000 km², 65 millions d'habitants. C'est le Pakistan « brun ». Peuplé de Bengalis (peuple résultant du métissage des envahisseurs indo-européens avec les populations dravidiennes autochtones). Leur langue est la même que celle parlée au Bengale occidental, province indienne, mais elle est intelligible pour le Pakistanais de l'Ouest. Même leurs systèmes d'écriture sont différents !

Cette province qui comprend la majeure partie du delta du Gange et du Brahmapoutre, ainsi que les basses terres adjacentes, est surpeuplée : 460 habitants au km² (Hollande 350, France 90), mais riche. C'est elle qui fournit les 2/3 des exportations du Pakistan.

Il n'y a donc au sens marxiste du terme, ni « nation » ni « peuple » pakistanais (pas de communauté de territoire, pas de langue commune, pas d'histoire commune, niveaux de développement différents, etc. Seul point commun : l'Islam).

Supposons pour comprendre la situation, un « état » qui se composerait de la France (province occidentale) et la Pologne (province orientale) et dont le seul ciment serait l'appartenance commune à la « Catholicité ».

LE PARTAGE DE 1947 ET LES SUITES...

Lorsque le partage de l'ex-empire des Indes intervint en 1947, des dizaines de millions de Musulmans restèrent dans la partie du territoire attribuée à l'Inde et des millions d'Indouistes dans celle attribuée au Pakistan. Des millions de personnes émigrèrent ou périrent en route (faim, froid, émeutes, etc.).

La bourgeoisie indienne considère le Pakistan comme un « accident de l'Histoire » et n'a pas renoncé à son

absorption. Les milieux dirigeants pakistanais eux, pensent qu'ils doivent regrouper tous les Musulmans du continent indien.

Dès 1947, un conflit sanglant les oppose au sujet du Kashmir, état himalayen de religion musulmane.

Après des semaines d'hostilités, la ligne d'Armistice devint la frontière de fait, coupant le Kashmir en deux. L'extrême fragilité de l'économie pakistanaise fut aisément satellisée par l'impérialisme britannique, puis américain. La menace indienne utilisée avec à propos, déterminait le Pakistan à s'intégrer au système d'alliances anti-communistes (CENTO, OTASE) et à concéder aux U.S.A. des bases dirigées contre l'U.R.S.S., puis contre la Chine Populaire.

LA POLITIQUE DE BASCULE ET SES LIMITES

Dès 1950 toutefois, le gouvernement pakistanais reconstruisit la Chine Populaire. Puis il prit ses distances à l'égard de l'aventure U.S. en Corée.

Lors de sa prise de pouvoir, Ayoub Khan se prononça pour une politique amicale à l'égard de l'U.R.S.S., de la Chine, des Etats arabes, ce qui lui assurait un soutien résolu des masses populaires pakistanaises. Toutefois, le Pakistan restait fidèle à l'OTASE et au CENTO et ne remettait pas en question l'existence des bases militaires

occidentales.

Cependant, à mesure que l'Inde, se rapprochant à la fois des U.S.A. et de l'U.R.S.S., recevait une aide accrue de ces deux pays (notamment sur le plan militaire), les dirigeants pakistanais se rapprochèrent de la Chine Populaire.

Lorsqu'une insurrection éclata au Kashmir, en 1966, des hostilités s'ouvrirent à nouveau entre l'Inde et le Pakistan. Les Kashmiris, Musulmans, exigeaient, dans leur grande majorité, leur rattachement au Pakistan en raison du statut d'infériorité qui était le leur au sein de l'Union indienne.

Quels qu'aient pu être alors les aspects foncièrement négatifs du régime pakistanais, la Chine populaire et les marxistes-léninistes dans le monde entier, y compris en Inde, soutinrent la juste lutte du peuple Kashmiri et la guerre défensive menée par les autorités pakistanaises contre les agresseurs réactionnaires indiens.

L'Inde est devenue, en effet, le « meilleur espoir du Monde libre en Asie » comme le disait feu Foster Dulles.

Elle est le premier terrain d'application du « double alignement » (sur les U.S.A. et l'U.R.S.S.), baptisé « non-alignement » pour mieux tromper les peuples d'Asie, d'Afrique et l'Amérique Latine, perpétuant ainsi leur asservissement. Elle a été l'instrument des provocations militaires organisées contre la Chine populaire en 1959 et 1962 par les impérialistes et les révisionnistes. Elle est enfin une véritable prison des peuples. Les Dravidiens Mahrattes, etc. sont soumis à une politique à la fois assimilatrice et discriminatoire. Les peuples minoritaires tels, en Assam, les Nagas et les Mizos, sont contraints à la lutte armée, la paysannerie pauvre et la classe ouvrière y sont plongés dans une misère atroce. Même le journal pro-occidental « Jeune Afrique » écrivait, à l'époque, que la bourgeoisie indienne était « la plus rapace du monde ».

AYOUB CAPITULE A TACHKENT

Mais la bourgeoisie pakistanaise, politiquement et économiquement dépendante, était peu apte à soutenir une lutte quelconque, dès lors que ses « alliés » britanniques et américains, de même que les révisionnistes soviétiques, prenaient le parti de l'Inde.

Avec l'accord tacite des impérialistes, Brejnev et Kossyguine proposèrent leur médiation et invitèrent à Tachkent (R.S.S. de l'Ouzbékistan) Ayoub Khan et le premier ministre indien d'alors, Lal Bahadur Shastri (lequel devait mourir subitement, après la signature du protocole).

L'accord de Tachkent avait pour buts :

— d'enterrer la lutte du peuple Kashmiri qui, de proche en proche, risquait de faire écrouler le château de cartes de l'Union indienne.

— de stopper la radicalisation des masses au Pakistan.

— de replacer le Pakistan sous la double hégémonie américano-russe.

— de préparer l'encercllement de la Chine populaire.

Cet accord étant, en fait, une capitulation sur toute la ligne pour les dirigeants pakistanais, et il fut bien senti ainsi. De nombreuses manifestations éclatèrent alors dans le pays, et notamment à Karachi, Lahore, Dacca, Chittajong, Peshawar, etc. Elles furent durement réprimées.

Le régime d'Ayoub Khan, déjà incapable, en raison de son caractère de classe, d'arracher le Pakistan à la zone de pillage impérialiste, s'avérait, en plus, incapable de défendre les justes aspirations des communautés musulmanes indiennes opprimées par la bourgeoisie indienne.

UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE

Or, nous l'avons vu, l'Islam était le seul lien entre les éléments disparates qui composent le Pakistan.

La lutte des masses travailleuses opprimées et les

tendances centrifuges des régions périphériques, en particulier de la province orientale, devaient dès lors prendre des formes de plus en plus violentes.

Les clans bourgeois les plus progressistes, tels ceux ayant pour chefs de file l'ancien ministre des Affaires étrangères, Ali Bhutto, le maréchal de l'Air, Ashgar Khan ou le chef religieux, Maulana Bashani, se ralliaient au mouvement révolutionnaire des masses afin d'en prendre la direction.

Mais la situation dans la province orientale était devenue réellement catastrophique pour le pouvoir réactionnaire, qui n'existait pratiquement plus.

L'armée et la police se barricadaient dans leurs casernes, ou pis, fraternisaient avec la population, les collaborateurs du régime étaient cités devant des tribunaux du peuple, un pouvoir insurrectionnel s'instaurait.

Or, la province orientale a une position stratégique capitale.

1) Elle jouxte le Bengale indien, lui-même en état d'insurrection larvée permanente. L'exemple de la lutte armée paysanne de Naxabari contre le pouvoir réactionnaire et ses complices révisionnistes locaux a galvanisé le peuple travailleur dans toute la région.

2) Elle commande l'accès de l'Inde à sa région orientale, l'Assam, où plusieurs peuples minoritaires mènent avec succès la lutte armée contre les réactionnaires indiens.

Impérialistes, révisionnistes, réactionnaires indiens et pakistanais de tout poil voyaient grandir le risque de l'apparition d'une « base rouge » de 150 millions d'habitants ayant le Bengale indien et pakistanais pour centre et Calcutta pour métropole.

Il fallait donc parer rapidement au plus pressé. C'est dans ces conditions qu'à la fin du mois dernier, Ayoub Khan a passé les rênes du pouvoir à l'armée.

ET MAINTENANT ?

Le général Yahia Khan, chef d'état major de l'armée et « administrateur provisoire », a aussitôt décrété l'état de siège, la loi martiale, l'interdiction de toute grève, etc. Et la presse bourgeoise s'extasie sur le « rapide retour au calme », tout en s'interrogeant avec inquiétude sur les perspectives.

L'inquiétude de la bourgeoisie est justifiée. Les révolutionnaires pakistanais ont tiré les leçons de l'expérience tragique de l'Indonésie et ne se sont pas laissés surprendre. Nous sommes donc au début d'une lutte prolongée. L'abandon de toute fiction « démocratique » est toujours, de la part des classes dominantes, un aveu de faiblesse.

L'instauration du pouvoir militaire au Pakistan complète le coup du 30 septembre 1965 en Indonésie, et traduit la même impuissance des impérialistes et de leurs valets réactionnaires locaux devant la montée révolutionnaire des masses.

Dans ces deux pays de plus de 100 millions d'habitants, toute équivoque est désormais levée. Il y a, d'une part, une petite clique militaro-bureaucratique soutenue par l'impérialisme américain et le social-impérialisme soviétique, et d'autre part, la classe ouvrière, la paysannerie pauvre, les intellectuels révolutionnaires et même la partie progressiste de la bourgeoisie nationale, soit plus de 90 % de la population.

Le pouvoir des laquais de l'impérialisme, même appuyé sur les baïonnettes et les tanks est donc condamné. Et avec lui le régime maudit de la double hégémonie américano-russe.

Le peuple pakistanais et les peuples d'Asie vaincront les impérialistes et leurs valets.

A l'exemple de la grande Chine rouge, ils briseront à jamais leurs chaînes et s'engageront dans la voie du socialisme libérateur.

La police gaulliste livre un patriote espagnol à la police franquiste

Le 23 février dernier, le patriote et militant anti-franquiste espagnol Angel Campillo Fernandez était brutalement et arbitrairement arrêté à Bordeaux, par la police française. Après avoir été enfermé dans les geôles de la Sûreté et avoir été interrogé pendant deux heures sans qu'on ait formulé aucune inculpation contre lui et sans qu'on lui ait permis de voir un avocat ou sa femme, Angel Campillo fut conduit à la frontière espagnole par quatre policiers. Là il fut livré à la police de la dictature fasciste de Franco. Il faut souligner que ce sont les services de l'immigration qui se sont chargés de l'exécution de cette vile et inqualifiable besogne. Angel Campillo, à qui les autorités françaises n'ont pas permis de choisir la frontière en violation de la propre législation de l'Etat français et qui se refusait à rentrer en Espagne où il était recherché par la police franquiste à cause de son activité politique, fut immédiatement emprisonné dans la localité frontalière d'Irun, par les autorités franquistes.

Après deux jours d'interrogatoires constants et de brutalités de la part de la police franquiste au commissariat de San Sebastian, Angel Campillo fut amené à la sinistre direction générale de la Sûreté à Madrid où il fut brutalement interrogé et torturé encore pendant cinq jours dans des séances de plus de quinze heures par jour. Par la suite, Angel Campillo fut à nouveau transféré, cette fois au commissariat de la ville de Leon, où il continua à être interrogé et torturé pendant douze jours. Il faut dénoncer fermement le fait que pendant toute cette période (vingt jours) personne, même pas sa femme, eut connaissance où se trouvait le disparu. Il faut souligner que sur cet aspect le comportement de la police

gaulliste fut aussi brutal que celui de la police franquiste.

Le Préfet de la Gironde et l'Office d'Immigration sont directement responsables de cette criminelle livraison et, conséquemment, des sauvages tortures et vexations dont est l'objet cet irréprochable militant anti-franquiste.

Cet acte criminel perpétré par le régime gaulliste est une preuve de plus de l'actuelle politique réactionnaire de collaboration et d'étroite « fraternité » avec le gouvernement du dictateur fasciste Franco, laquais de l'impérialisme yanqui, que mène le gouvernement de de Gaulle. Il est aussi sans doute l'une des premières manifestations de la mise en application des récents accords conclus à Madrid à l'occasion du voyage du ministre gaulliste Debré.

A l'objet d'empêcher que ce genre d'arbitraires criminels deviennent quelque chose de quotidien, il faut que l'opinion publique française démocratique et antifasciste exprime une protestation énergique et qu'elle s'oppose résolument à ce que les patriotes et militants anti-franquistes qui ont jusqu'ici considéré la France comme une terre d'asile et de refuge soient livrés au franquisme comme ils l'étaient lorsque la France était dominée par l'occupant nazi et ses collaborateurs vichystes.

Solidarité avec Angel Campillo Fernandez !

Halte à la collaboration Franco - de Gaulle !

Selon des nouvelles de dernière heure, on sait qu'Angel Campillo Fernandez, inculpé du « délit » d'association illégale, va être jugé par les tribunaux franquistes et qu'il risque une lourde peine de prison.

Nous terminons cette semaine la publication des messages au IX^e Congrès du P.C.C. ; rappelons qu'à ce jour 1977 messages sont parvenus au congrès. Le congrès, après avoir approuvé le rapport politique présenté par le vice-président Lin Piao a mis à l'ordre du jour l'élection du Comité Central.

Vive le IX^e Congrès du P.C.C.



GADELOUPE

Grâce à la pensée du président Mao, les mouvements de libération nationale brisent chaque jour la double alliance : impérialisme-révisionnisme moderne, démontrant clairement la nature contre-révolutionnaire du révisionnisme moderne. Nous voulons citer comme preuve, le grand bond en avant de la lutte révolutionnaire du peuple guadeloupéen pour son Indépendance nationale, contre le colonialisme français et la direction révisionniste et anti-nationale du Parti « Communiste Guadeloupéen ».

Le Bureau Politique
du Groupe d'Organisation Nationale
de la Guadeloupe
(le 5 avril 1969).

GRECE

De concert avec les révolutionnaires du monde entier, les révolutionnaires grecs, débordant d'enthousiasme révolutionnaire, prêtent une grande attention au 9^e congrès du Parti Communiste Chinois, afin d'obtenir de nouvelles expériences et forces pour édifier un Parti Communiste Grec Marxiste-Léniniste, diriger la lutte révolutionnaire du peuple grec contre l'impérialisme, le fascisme et le révisionnisme moderne, et conquérir la libération nationale et la démocratie populaire.

L'Organisation Marxiste-Léniniste
des émigrés politiques grecs.
(avril 1969).

AUSTRALIE

Votre 9^e Congrès synthétisera le grand progrès du marxisme, du léninisme, de la pensée de Mao Tsé-toung et les énormes développements dans le monde contemporain. Il résumera la grande victoire remportée par la pensée de Mao Tsé-toung dans la Grande Révolution Culturelle Proletarienne qui ébranle le monde. Tout cela revêt une importance inestimable pour les révolutionnaires d'Australie et tous les autres révolutionnaires.

E.F. Hill, Président du Parti Communiste
(Marxiste-Léniniste) d'Australie.

ITALIE

En Italie, dans la lutte de classes aiguë qui voit les ouvriers, les paysans pauvres et les étudiants révolutionnaires s'engager toujours plus avant dans la lutte, le Parti Communiste d'Italie (marxiste-léniniste) assume toujours plus décidément son rôle d'avant-garde prolétarienne à la tête des masses. Notre parti, armé de la pensée de Mao Tsé-toung, fort de ses liens étroits avec les masses, s'aguerrit en affrontant les persécutions accrues de l'appareil bourgeois et les attaques et manœuvres de la bourgeoisie et des révisionnistes de tout accabit.

Le C.C. du Parti Communiste d'Italie (Marxiste-Léniniste).

THAÏLANDE

Le peuple révolutionnaire thaïlandais dirigé par le Parti Communiste de Thaïlande se réjouit considérablement de la convocation du 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois, ajoute-t-elle. Il est déterminé à redoubler d'efforts pour étudier la pensée de Mao Tsé-toung et à poursuivre avec persévérance la guerre du peuple afin de renverser la domination réactionnaire de la clique U.S.-Thanom et d'établir son propre pouvoir politique.

« La Voix du Peuple Thaïlandais »

INDONÉSIE

Dans son nouveau programme pour la démocratie populaire en Indonésie, le Parti Communiste d'Indonésie souligne avec justesse : « Le grand prolétariat et le grand peuple chinois, armés de l'invincible pensée de Mao Tsé-toung et qui ont déjà bâti le bastion le plus sûr de la révolution mondiale, se tiennent fermement du côté du peuple indonésien et soutiennent résolument la révolution indonésienne ».

Jusuf Adjitorop, chef de la délégation du Comité central
du Parti Communiste d'Indonésie
le 3 avril 1969, en R.P. de Chine

BIRMANIE

« Le 9^e congrès du Parti Communiste Chinois a insufflé une force incomparable à notre Parti Communiste de Birmanie et a considérablement élevé la force de combat du peuple, des membres du Parti, des combattants de l'armée populaire, des partisans populaires et des miliciens de notre pays qui continuent à aller fermement de l'avant suivant la ligne définie par le feu président Takin Than Tun, à savoir : « Gagner la guerre et arracher le pouvoir ».

Le C.C. du Parti Communiste de Birmanie.

CEYLAN

Nous nous engageons à se faire guider par la pensée de Mao Tsé-toung et à lier cette pensée aux conditions concrètes de la pratique révolutionnaire de notre pays.

La brillante lutte idéologique que vous avez menée contre les théories empoisonnées du révisionnisme moderne a revivifié l'ensemble du mouvement communiste international et a rendu possible la défaite rapide de l'impérialisme mondial, du révisionnisme moderne et de toute la réaction. Elle a frayé la voie pour la victoire finale de la révolution mondiale.

Votre camarade N. Sanmugathan,
Secrétaire général du Parti Communiste de Ceylan
Le 3 avril 1969.

BOLIVIE

Les communistes marxistes-léninistes boliviens, armés du marxisme, du léninisme, de la pensée de Mao Tsé-toung, persistent en toutes circonstances dans la lutte intransigeante contre l'impérialisme américain et ses laquais en Bolivie, les militaires réactionnaires. A travers notre lutte pour la libération nationale, nous avons compris l'importance de l'expérience que le Parti et le peuple chinois ont accumulée au cours de leur révolution de Libération et de la Grande Révolution Culturelle Proletarienne en cours.

Le C.C. du Parti Communiste Marxiste-Léniniste de Bolivie.

JAPON

Le succès de ce congrès est un encouragement sans limite non seulement pour le peuple chinois, mais également pour le prolétariat et les peuples du Japon et du monde entier. Ce congrès inscrit une brillante page dans l'histoire de la marche victorieuse de la révolution socialiste chinoise aussi bien que dans celle de la révolution prolétarienne mondiale.

Le Conseil national du Parti Communiste japonais (gauche)

— Attention : Numéro Spécial 1^{er} Mai en vente dès mardi —

Lisez Pékin-Information n° 15
« MAO TSÉ-TOUNG SUR L'ÉDIFICATION DU PARTI »

Commandez-le :
A.A.F.C., 32, rue M. Ripoché, Paris (14^e)

EDITORIAL (Suite de la page 1)

Du coup c'est seulement dans l'ombre, la nuit, que les commandos fascistes du gaullisme ont tenté quelques sorties contre des militants en train de coller des affiches en faveur du « NON ». Des coups de poignards ont été frappés dans le dos de travailleurs à Paris comme à Marseille. Mais il est clair pour l'instant que l'aventure fasciste ne suscite nullement l'engouement des masses.

Le danger n'en demeure pas moins réel. Dans le but d'arracher la décision, de Gaulle pratique une fois de plus le chantage au départ. En dehors de Sa Majesté, la France serait vouée au chaos. Quel mépris des forces créatrices du peuple ! Quelle attitude immorale qui révèle encore, s'il en est besoin, le contenu de classe de ce prétendu grand capitaine, soi-disant champion de l'indépendance nationale ! Pour lui, les intérêts de la France s'identifient à ceux des banques et autres groupes monopolistes exploités, c'est-à-dire à ceux d'une poignée d'individus. Pour nous, les intérêts de la France sont ceux de l'immense majorité du peuple, ceux de la classe ouvrière, des petits paysans, des intellectuels progressistes, des petites gens qui peinent et souffrent chaque jour davantage sous le joug insupportable du régime capitaliste.

Demain, les masses populaires devront voter « NON », mais se tenir prêtes à riposter à toute tentative de violence des forces hideuses de la bourgeoisie. Plus que jamais sont à l'ordre du jour les fières et dernières paroles de l'écrivain tchèque, Julius Fucik, pendu par les nazis : « Hommes, soyez vigilants ! »

Quel qu'en soit le résultat, ce scrutin de référendum ne suffira pas pour renverser le pouvoir des monopoles.

Déjà les équipes de rechange sont en place. La bourgeoisie sait toujours placer ses œufs dans tous les paniers. L'opération « centriste » est en cours. De Giscard d'Estaing à Guy Mollet en passant par Alain Poher, ces messieurs, comme en juin 1968, sont disponibles et prêts pour la relève.

Nos camarades, adhérents et militants de base du Parti Communiste Français, peuvent ainsi mesurer à sa juste valeur la politique de « programme commun » et d'unité sans principes qui leur a été imposée par Waldeck Rochet et leurs autres dirigeants. Ils peuvent aussi apprécier à sa juste valeur la théorie révisionniste selon laquelle le passage du capitalisme au socialisme pourrait s'effectuer par une voie pacifique parlementaire et électoraliste.

Les marxistes-léninistes les appellent fraternellement à prendre conscience, à ne plus se laisser abuser, à se préparer activement aux luttes de masse inéluctables et indispensables contre le facisme, contre le pouvoir des monopoles et pour l'écrasement de ce capitalisme d'état dont Lénine nous a enseigné qu'il est « l'antichambre du socialisme ». Avec le 1^{er} mai les travailleurs auront l'occasion de porter le combat sur son véritable terrain, celui de la lutte des classes. Travailleurs manuels et intellectuels, soyez vigilants !

Unité à la base et dans l'action contre toute tentative fasciste, contre le pouvoir des monopoles, pour le socialisme !

Nous voterons non le 27 avril, mais surtout, préparons dès maintenant la manifestation du 1^{er} mai pour en faire une puissante démonstration de lutte de classe.

ROUMANIE

Le message de félicitations du comité central du parti communiste roumain au parti communiste chinois à l'occasion de son 9^e congrès.

Le 3 avril 1969.

Au 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois,

Au camarade Mao Tsé-toung, Président du Presidium du Congrès,

Chers camarades,

Au nom des communistes et de tout le peuple roumain, le Comité Central du Parti Communiste Roumain adresse ses chaleureuses salutations de camaraderie aux délégués du 9^e Congrès du Parti Communiste Chinois, à tous les communistes chinois et au peuple chinois frère, souhaite que le Congrès soit couronné de succès et que le Parti Communiste Chinois remporte des succès dans l'édification socialiste et dans les activités visant au progrès et à la prospérité de la République Populaire de Chine.

Nous sommes convaincus que les relations existant entre le Parti Communiste Roumain et le Parti Communiste Chinois, les relations amicales entre la République Socialiste de Roumanie et la République Populaire de Chine et leur coopération multilatérale continueront à se développer sur la base des principes du marxisme-léninisme, de l'internationalisme socialiste, dans l'intérêt de nos deux peuples, du socialisme et de la cause de la paix.

Au moment où les C.D.R. attaquent des camarades (voir page 5), à Bagnolet ce sont des responsables du P. « C. » F. qui donnent l'ordre à leurs militants trompés, d'attaquer... des diffuseurs de l'Humanité Rouge !

Mais la population, en défendant nos camarades montre qu'elle réagit de plus en plus violemment contre de tels procédés d'inspiration fasciste, qu'ils soient signés « C.D.R. » ou P. « C. » F.